

## Les TUA s'abonnent

DEUX MILLIERS de membres du syndicat international des Travailleurs unis de l'automobile, affilié à la FTQ, reçoivent la présente livraison du MONDE OUVRIER pour la première fois, à leur domicile, en vertu d'un abonnement en masse entièrement payé par les TUA, qui veulent s'assurer ainsi leur pleine participation à la vie syndicale québécoise. Tous les autres membres du syndicat recevront également notre journal dès que les listes d'adresses seront complétées.

En outre, aux termes d'une entente avec le MONDE OUVRIER, les TUA substituent, à deux pages de notre journal, deux pages d'informations intéressantes plus particulièrement leurs membres. Pour ces deux pages bien à lui, le syndicat n'a qu'à défrayer le coût de la composition, qui est de \$52 par mois.

LA DIRECTION



50e année — No 5-6

MAI-JUIN 1965

MONTREAL

## Les syndicats internationaux et les grèves

# Lesage "fait un fou de lui"; la FTQ le remet à sa place!

MONTREAL — Le premier ministre Jean Lesage en a pris pour son rhume... de cerveau, évidemment, à la suite de sa déclaration inattendue contre les syndicats internationaux et le rôle de leurs dirigeants américains dans les grèves qui ont lieu au Québec. Se laissant emporter par sa violence qui n'impressionne plus personne, M. Lesage a injurié tous les travailleurs du Québec en traitant leurs représentants de pions déclenchant ou réglant des grèves à la suite d'appels téléphoniques des Etats-Unis, et en évoquant à leur propos le spectre de Banks et de Hoffa.

En l'absence du président Louis Laberge, c'est le trésorier de la FTQ, le confrère René Rondou, qui s'est chargé de remettre le premier ministre à sa place. Et il l'a fait dans des termes ne permettant pas la réplique, et qui ont eu l'heur de plaire à la plupart de nos affiliés.

Le confrère Rondou n'a pas hésité à qualifier de "délire inquiétant" les propos tenus par M. Lesage, à l'occasion d'un débat sur la caisse de retraite, au sujet du rôle du syndicalisme international dans le Québec.

**Lesage ne sait pas de quoi il parle**

"Ni le patronat, dit-il, ni la



**Le trésorier RONDOU:** "Les propos du premier ministre Lesage sur le syndicalisme international et son rôle dans les grèves tiennent d'un délire inquiétant..."

centrale rivale de la FTQ, n'ont jamais fait de déclarations aussi échevelées et aussi folichonnes à propos du rôle et de la participation de la direction internationale de nos syndicats dans les grèves faites par nos membres dans le Québec. Contredisant à ce sujet les conclusions réfléchies de la Commission d'enquête Gordon sur les perspectives économiques du Canada, M. Lesage se couvre de ridicule en perdant ainsi la tête à propos d'une situation dont il ignore manifestement le premier mot."

Le confrère Rondou a affirmé que les travailleurs du Québec membres de syndicats internationaux sont absolument libres de faire la grève quand ils le jugent à propos et d'y mettre fin de la même façon. Aucun dirigeant syndical québécois digne de ce nom, dit-il, n'a de permission à demander à personne d'autre qu'à ses membres, pour régler une grève.

**Maman, laisse la lumière allumée!**

Quant à la possibilité d'une grève générale évoquée par le premier ministre à propos de la caisse de retraite de certains permanents syndicaux, le trésorier de la FTQ a émis l'opinion que M. Lesage continue probablement de faire des cauchemars depuis la menace de grève générale proférée par le congrès extraordinaire de la FTQ, à l'occasion de la bataille du bill 54 l'année dernière. Tout ce que nous pouvons dire, de commenter le confrère Rondou, c'est qu'à ce moment-là nous avons mieux défendu les



**Le premier ministre LESAGE:** "Les dirigeants locaux des syndicats internationaux sont de simples pions qui ne peuvent régler une grève au Québec sans obtenir l'autorisation téléphonique des Etats-Unis..."

travailleurs du Québec que le premier ministre provincial qui, lui, "cherchait à paralyser leur action syndicale en leur passant une véritable camisole de force juridique".

Jusqu'à aujourd'hui, dit-il, notre mouvement ignorait tout du problème que posait au gouvernement la participation d'une centaine, ou plus, de permanents syndicaux à la caisse de retraite de leur syndicat international. "Jamais M. Lesage n'a abordé cette question avec nous; il a préféré en discuter avec les autorités ontariennes, alors que nous l'aurions cru plus intéressé aux cotisations des milliers de fonctionnaires fédéraux qui résident dans le Québec."

**Ti-Jean a peur des fantômes**

Quant au double spectre de Hoffa et de Banks, avec lequel, selon lui, le premier ministre et le leader de l'opposition "ont pris plaisir à se faire peur", le confrère Rondou a déclaré qu'à sa connais-

sance les vacances scolaires n'étaient pas encore commencées à cette date (le 16 juin), que des hommes politiques aussi importants devraient avoir mieux à faire, au moment où ils étudient des projets de loi sérieux, que de "jouer aux bons et aux méchants".

Le trésorier a simplement

fait observer que les syndicats des camionneurs et des marins ne sont pas affiliés à la FTQ et que, de toute façon, ils ne constituent pas au Québec la menace avec laquelle des "garçonnetts attardés peuvent lancer des défis vraiment impressionnants aux yeux des gens sérieux".

(Suite à la page suivante)

## L'accord chez les artistes

### La FTQ: une grande victoire pour tous les syndicalistes

MONTREAL — Le président Louis Laberge, de la Fédération des travailleurs du Québec, voit dans l'accord récemment intervenu entre la Fédération des auteurs et des artistes du Canada et l'Actors' Equity, une grande victoire pour tous les véritables syndicalistes, ainsi que le triomphe du bon sens sur certaines aberrations étranges au syndicalisme.

L'entente, dit-il, en même temps qu'elle ramène la paix à la Place des Arts et sur les autres scènes canadiennes, reconnaît le droit des syndiqués canadiens à disposer d'eux-mêmes, et leur liberté collective de choisir entre un syndicat national et un syndicat international apparemment disposé enfin à s'intégrer au milieu. En outre, l'accord consacre la juridiction des syndicats canadiens déterminés à l'exercer dans leur secteur.

**Un véritable travail d'équipe**

Le président de la FTQ a tenu à féliciter de cette réalisation laborieuse les dirigeants de l'Union des artistes de Montréal, dont son président, le confrère Pierre Boucher, ceux de la FAAC et leur ex-président, le confrère Guy Fournier, lesquels, dit-il, avaient l'entier appui de la centrale, du Congrès du travail du Canada et du Conseil du travail de Montréal. Il a souligné que le CTC, pour sa part, avait consacré à cette cause autant d'énergie et d'argent qu'à l'organisation de plusieurs syndicats.

Le confrère Laberge a rappelé qu'en raison de son affiliation au CTM et à la FTQ, l'Union des artistes était en mesure, tout au long des négociations avec l'Equity, de dénier l'accès aux scènes de l'Expo '67 à tout artiste qui ne se serait pas conformé à ses propres règles. Cela, dit-il, devrait suffire à revaloriser aux yeux du public certaines contraintes syndicales essentielles à la démocratisation du milieu de travail.

**A condition de nous tenir...**

Selon le président, le dénouement de ce conflit syndical canado-américain illustre bien la possibilité pour les travailleurs canadiens de conquérir leur autonomie à l'intérieur des structures internationales. "A condition, dit-il, de nous tenir debout et de faire montre de solidarité entre nous, il n'y a pas de raison que les travailleurs du Canada et du Québec ne puissent pas être maîtres dans leurs syndicats et profiter en même temps de la puissance et des ressources du syndicalisme international".

Le doyen  
des  
journaux  
syndicaux  
canadiens



Fondé  
par  
Gustave  
Francq,  
en 1916

Publié dans le but de promouvoir les réformes législatives nécessaires à la protection de la classe ouvrière du Québec et à l'amélioration de son sort.

Organe officiel de la  
**FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC**

Comité exécutif :

Louis LABERGE, président; Fernand DAOUST, Jean GERIN-LAJOIE, vice-présidents; André THIBAudeau, secrétaire; René RONDOU, trésorier.

Directeur: Louis LABERGE; rédacteur: Noël PERUSSE.

Adressez toutes communications à :

3333 est, boul. Métropolitain, Montréal 38 — Tél. 725-5221

Imprimé par l'imprimerie Radio-TV, 8430, rue Casgrain, DU. 7-6218



Le ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de la deuxième classe de la présente publication.

## EDITORIAL

# Attention v'la La Palice!...

Si nous trouvons souvent que les employeurs sont trop prompts à appeler la police sur nos lignes de piquetage, il faut dire que nous ne sommes pas pressés, nous, d'appeler La Palice dans nos débats syndicaux.

La Palice, nous dit le dictionnaire LAROUSSE, était un capitaine français, mort à la bataille de Pavie en 1525. Ses soldats composèrent en son honneur une chanson dans laquelle ils disaient :

UN QUART D'HEURE AVANT SA MORT,  
IL ETAIT ENCORE EN VIE.

On voulait dire par là qu'il s'était battu courageusement jusqu'à la fin, mais on a plus tard vu là l'expression d'une vérité trop évidente pour qu'il soit besoin de la dire, et l'on a appelé cela une "lapalissade".

Eh bien ! Le Conseil du travail de Montréal vient de publier toute une série de lapalissades, de vérités apparemment évidentes, mais qu'il fallait bien dire parce que, dans le climat de confusion émotive qui prévaut actuellement au Québec, on est trop souvent porté à les oublier.

Il s'agit, de la part du CTM, d'un véritable coup de barre que l'on pourrait qualifier, dans les termes à la mode du jour, d'Opération retour-au-syndicalisme. C'est-à-dire qu'après une assez longue période de perturbations idéologiques, le Conseil du travail de Montréal nous ramène brutalement sur le terrain des vaches, au plan des dures réalités de notre action syndicale quotidienne.

Le coup de barre donné par le CTM ne donnera une impression de coups de bâton qu'à une poignée d'activistes qui font du syndicalisme pour la galerie (de la presse) et qui se veulent plus nationalistes que les papes du syndicalisme national (CSN). Le Conseil du travail de Montréal, qui est composé à une très forte majorité de simples travailleurs se réunissant deux fois par mois après leur journée à l'usine, c'est-à-dire de militants de la base, était l'organisme tout indiqué pour leur administrer cette fraternelle correction.

Quand un mouvement comme le syndicalisme en est rendu à devoir, à cause d'une minorité bruyante, mettre des gants blancs pour condamner une aberration économique comme le séparatisme; quand, pour plaire à certains syndicalistes, il faudrait applaudir indistinctement à toutes les politiques gouvernementales de nature, comme on dit, à revaloriser le Québec, même si, comme dans le cas du rapatriement du Service national de placement, elles visent en même temps à freiner la mobilité de la main-d'oeuvre; quand tous les problèmes syndicaux, comme ceux des juridictions, des services, des relations avec le CTC comme avec la CSN, sont soumis au tamis universel de la question nationale; alors, la déclaration de principes du CTM arrive comme une brise rafraîchissante en pleine canicule.

Ceci dit, il n'est pas question, pour le Conseil du travail de Montréal, — comme il ne saurait l'être pour la FTQ, — de négliger pour autant la défense des travailleurs canadiens-français, qui constituent quand même au moins 80 pour cent de notre effectif. C'est ainsi que le CTM engage le syndicalisme québécois à faire valoir, au nom du respect de la personne humaine, "le droit de la majorité des travailleurs du Québec de pouvoir utiliser sa langue au travail, mais sans nier à la minorité linguistique le droit d'en faire autant".

Cependant, ce qui distingue, dans les revendications d'ordre national, les nationalistes des syndicalistes, c'est leur échelle de valeurs, qui fait que les premiers sont prêts à faire courir aux travailleurs des risques que les seconds refusent d'envisager. C'est ce qui explique l'extrême prudence des véritables syndicalistes en matière constitutionnelle et leur rejet sans appel de la thèse séparatiste.

"Le syndicalisme québécois doit toujours faire passer les intérêts de la classe ouvrière avant ceux de la bourgeoisie nationale..."

"Le syndicalisme québécois doit s'identifier aux aspirations du Québec dans la mesure où elles sont compatibles avec les intérêts des travailleurs du Québec..."

"Le syndicalisme québécois (...) ne saurait devenir une autre société nationale ou patriotique..."

Ce sont là des vérités de La Palice qui étaient toutes bonnes à dire !

x—

# La FTQ appuie la suggestion du NPD d'un traité Québec-Ontario

MONT-GABRIEL — Le Conseil exécutif de la Fédération des travailleurs du Québec récemment réuni dans cette municipalité des Laurentides pour étudier surtout des problèmes de régie interne, a néanmoins profité de l'occasion pour appuyer la suggestion du leader québécois du NPD, M. Robert Cliche, en faveur de la négociation d'un traité de réciprocité Québec-Ontario sur le traitement que les deux provinces devraient accorder à leur minorité culturelle respective.

Le conseil de direction de la FTQ estime qu'il s'agit là d'une idée attrayante qui "nous sort de l'ornière des relations fédérales-provinciales". Constatant que le projet a déjà reçu un accueil fort sympathique de journaux comme *Le Devoir*, *Le Soleil* et *La Presse*, la centrale syndicale espère qu'il aura des échos aussi favorables dans la presse anglophone, non seulement du Québec, mais aussi de l'Ontario, où il s'accomplit sûrement, selon elle, un effort de réflexion sérieux sur l'avenir du Canada.

## Constatation sociologique n'est pas chantage

Cependant, les dirigeants de la FTQ déplorent "la façon pour le moins disgracieuse avec laquelle le premier ministre Jean Lesage semble avoir

repris l'idée de M. Cliche en remettant en question le traitement accordé à la minorité anglophone de notre province [avant même d'engager des pourparlers avec les autres provinces, dont l'Ontario].

C'est pourquoi, estime le me présidé par le confrère Louis Laberge, il faut se rendre à l'évidence, qu'elle nous plaise ou non, que la cause de l'unilinguisme au Québec ne fera que se gagner des adhérents dans la mesure exacte où les réformes nécessaires, en matière d'enseignement et de reconnaissance officielle du français, se feront trop attendre dans les autres provinces, et notamment en Ontario. Il y a une différence entre parler d'une évolution sociologique qui se déroule sous nos yeux, et parler de représailles ou d'opérations punitives contre des otages anglophones".

C'est pourquoi, estiment les dirigeants de la FTQ, la proposition du NPD arrive au moment opportun pour éviter que cette tendance devienne irré-

versible. Et ils se demandent si la Commission Laurendeau-Dunton outrepasserait trop son mandat en parrainant, à titre d'expérience-pilote sur la possibilité de négociations entre les deux majorités du pays, la négociation d'un traité de réciprocité Québec-Ontario.

## La fraternité avant les ultimatums

La direction de la centrale syndicale trouve que le projet de M. Cliche, pourvu qu'on ne l'aborde pas à coups d'ultimatums intempestifs, mais dans un véritable esprit de fraternité humaine, constitue peut-être la proposition la plus rafraîchissante qui ait été formulée depuis longtemps à l'occasion d'un débat qui menace de tourner à l'aigreur et à l'amertume à cause de l'agitation des éléments extrémistes, et faute d'imagination de la part des modérés. La FTQ y voit, de la part d'un parti qui n'en est pas à un vol près de ses idées généreuses et constructives, une contribution importante à la solution de la crise canadienne. La centrale espère que le projet d'accord Québec-Ontario ralliera tous les hommes de bonne volonté et qu'encore une fois, les partis en place s'en empareront et le mèneront à bonne fin dans les plus courts délais possible.

## L'affaire Lesage...

(Suite de la première page)

Le confrère Rondou a émis l'hypothèse, pour expliquer le comportement de M. Lesage à l'Assemblée législative, que le premier ministre est resté "traumatisé par la bataille du bill 54 et par la grève de *La Presse*, où il a tenté, lui, d'imposer son règlement aux typographes en grève". Selon le trésorier, la démocratie syndicale ne s'accommode pas plus d'ordres venant de Québec que de directives provenant des États-Unis.

Et vive

l'assurance-hospitalisation !

Enfin, le porte-parole de la FTQ expliquait par un surmenage intellectuel et physique ce qu'il a appelé la "sortie intempestive de M. Lesage contre le syndicalisme international". Il y a longtemps, dit-il, que les commentateurs politiques lui conseillent de se décharger de certaines responsabilités et de prendre du repos; "il semble que ce soit devenu extrêmement urgent".

La crise du chef du gouvernement lui a valu d'autres commentaires défavorables, et parfois nettement désobligeants, de la part, notamment, du leader fédéral du NPD, M. Tommy Douglas, du président Claude Jodoin, du Congrès du travail du Canada, du président Gérard Picard, du Conseil central des syndicats nationaux de Montréal (CSN), ainsi que des confrères Jean Gerin-Lajoie, directeur québécois des Métallurgistes unis d'Amérique, Henri Lorrain, vice-président de la Fraternité internationale des travailleurs de la pâte, du sulfite et du papier, Frank Hall, de la Fraternité des commis des messageries ferroviaires et maritimes, etc.



la chaîne qui  
vous protège:  
240,000  
assurés  
au Québec

Assurance collective:  
VIE  
SALAIRE  
ACCIDENT-MALADIE

LA MUTUELLE SSQ est  
à la fois la plus an-  
cienne et la plus im-  
portante entreprise du  
genre née au Québec.



**LA MUTUELLE SSQ**

ASSURANCE-GROUPE  
LES SERVICES DE SANTÉ DU QUÉBEC

Siège social: Québec 2, P.Q.

Succursales: Québec, Montréal, Sorel, Jonquière, Trois-Rivières

## Le message de la St-Jean du président Laberge

# Les Canadiens-français devraient pouvoir travailler en français!

MONTREAL — "Les travailleurs canadiens-français devraient pouvoir parler leur langue au travail, sans que cela nuise à leur rendement ni à leur avancement, et ils devraient pouvoir négocier collectivement en français, ce qui contribuerait à renforcer la démocratie syndicale. Si le capital n'a pas d'âme ni de nationalité, qu'il respecte celles des travailleurs!"

C'est l'essentiel du premier message publié par un président de la Fédération des travailleurs du Québec à l'occasion de la Saint-Jean-Baptiste. C'est également la première fois cette année que la centrale participe officiellement au défilé traditionnel du 24 juin, où elle représente le syndicalisme québécois.

Dans son message, le président de la FTQ, le confrère Louis Laberge, redéfinit également ses positions en regard de la question nationale, dont il soutient qu'elle a retenu l'attention de ce mouvement plus que de tout autre corps intermédiaire vraiment représentatif. Nous publions le texte intégral de ce document :

### Dignité humaine et démocratie syndicale

"Je désire profiter de la fête nationale des miens, les Canadiens français, pour rappeler aux autres groupes sociaux que l'aspect du problème national qui préoccupe le plus les travailleurs du Québec et le syndicalisme québécois, c'est celui de la langue parlée et écrite au travail. Nous croyons à la FTQ que les travailleurs canadiens-français ne devraient pas être requis de maîtriser la langue anglaise

pour accéder, à l'embauchage ou par voie de promotion, à des postes pour lesquels le bilinguisme ne peut être considéré comme condition de travail. Ces réformes sont commandées par le respect de la dignité humaine et les exigences de la promotion ouvrière.

"En outre, les négociations collectives, qui constituent une manifestation essentielle de la vie syndicale, devraient se poursuivre dans la langue de la majorité des travailleurs intéressés, ou dans la langue de chacun grâce à l'interprétation simultanée. Le texte officiel de la convention devrait également être rédigé dans la langue majoritaire des syndiqués, plutôt que dans celle de la direction de l'entreprise. Nous estimons que ces mesures sont essentielles au bon fonctionnement de la démocratie syndicale.

### Non à l'unilinguisme des instruits!

"Nous trouvons anormal que de simples travailleurs canadiens-français, à qui la société a refusé les bienfaits d'une éducation plus poussée, soient obligés d'être bilingues pour satisfaire aux exigences d'un personnel de maîtrise

dont on peut présumer qu'il a eu accès à une instruction supérieure. Loin de nous la pensée de favoriser l'unilinguisme; nous croyons au contraire que le bilinguisme constitue un enrichissement culturel pour ceux qui possèdent une solide formation, et nous espérons que les enfants des travailleurs pourront accéder bientôt à un humanisme complet comportant la connaissance de plus d'une langue. Mais, dans l'intervalle, c'est aux gens les plus instruits qu'il appartient d'être bilingues, c'est-à-dire aux cadres plutôt qu'aux simples travailleurs. On dit à juste titre que le capital n'a pas d'âme ni de nationalité; eh bien! qu'il respecte celles des travailleurs qui concourent à sa prospérité!

"Si nous sommes principalement préoccupés, à la FTQ, par le problème de la langue de travail, nous ne négligeons pas pour autant les autres aspects de la question nationale. De fait, nous constituons, de tous les corps intermédiaires vraiment représentatifs, celui qui s'est le plus intéressé à cette question. A l'occasion de deux congrès, en 1961 et en 1963, plus de 500 délégués syndicaux l'ont longuement débattue, rejetant catégoriquement le séparatisme et se prononçant pour une révision de la Constitution.

### Doucement, avec la réforme constitutionnelle

"Depuis lors, la FTQ est intervenue à maintes reprises

dans le débat et, le 8 avril dernier, au moment de suggérer qu'on mette la formule Fulton-Favreau au réfrigérateur, son Conseil exécutif, autorité suprême de la centrale entre ses congrès, déclarait :

"...que le Canada est présentement en pleine crise, et qu'il convient de laisser évoluer cette crise jusqu'à son dénouement avant de songer à enfermer, dans des formules et dans des textes constitutionnels, une réalité que nous ne connaissons pas encore."

### Les intérêts de travailleurs, d'abord

"Voilà où nous en sommes, présentement, dans nos recherches et nos délibérations sur la question nationale. La discussion se poursuit à l'intérieur de notre mouvement, mais l'on comprendra que nous abordons toujours ce sujet d'un point de vue de syndicalistes et en ayant constamment à l'esprit l'intérêt des travailleurs du Québec, lequel ne coïncide pas toujours avec celui de notre bourgeoisie nationale. Nous ne croyons pas qu'il soit dans l'intérêt des travailleurs québécois, ni dans celui de la nation canadienne-française, que le syndicalisme devienne une autre société nationale ou patriotique. Nous sommes présents au rendez-vous de la prise de conscience nationale, mais nous trahissons notre vocation propre en n'y étant pas les gardiens des



Le président LABERGE :

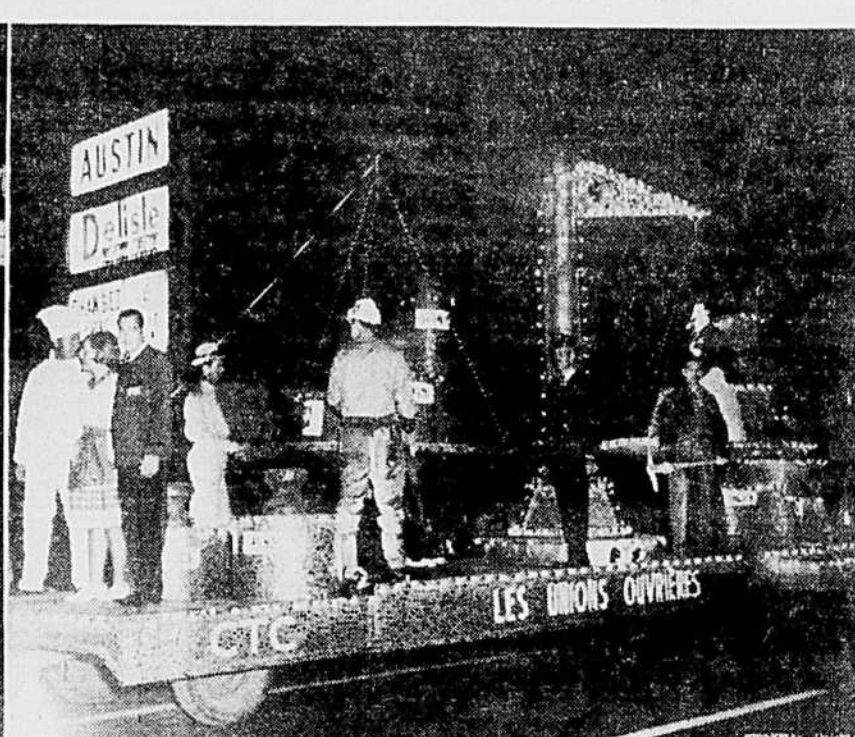
"Il est temps que les travailleurs canadiens-français du Québec puissent parler leur langue au travail..."

intérêts fondamentaux de la classe ouvrière.

"A titre de travailleur syndiqué canadien-français, je souhaite une fête nationale grandiose à tous mes compatriotes de langue française, mais en ma qualité de dirigeant d'une grande centrale syndicale, je désire y associer également tous les travailleurs du Québec, sans distinction de nationalité, de langue ou de religion, car nous constituons tous un tout indivisible."

Le président de la Fédération des travailleurs du Québec, LOUIS LABERGE.

## La FTQ représente le SYNDICALISME QUEBÉCOIS



C'EST LA FTQ QUI REPRESENTAIT le syndicalisme québécois dans le traditionnel défilé de la Saint-Jean-Baptiste, où elle commandait le char de cortège no 20, lequel symbolisait l'équilibre que les luttes syndicales finissent par établir dans les rapports entre le

capital et le travail. A gauche, on aperçoit la signature familière de notre centrale qui brillait de tous ses feux aux yeux de milliers et de milliers de spectateurs heureux de voir le syndicalisme associé à la célébration de leur fête nationale. A droite, des membres de

la FTQ, vêtus de leur uniforme ou de leurs vêtements de travail, illustrent la façon dont l'action syndicale tend à faire pencher la balance en faveur de la justice, de la dignité, des salaires, de la sécurité d'emploi, des pensions, etc., contre le régime capitaliste d'injustice et de profits.

## Victoire à Canadair grâce à la FTQ



C'EST GRACE AUX BONS OFFICES de leur centrale syndicale, la FTQ, que les grévistes de la Canadair, membres de la loge 712, de l'Association internationale des machinistes, ont réussi à faire débloquer les négociations et à obtenir un règlement sous l'égide du ministère provincial du Travail. L'entente, qui apparaissait jusqu'alors impossible, est intervenue à la suite d'une intervention personnelle de M. Carrier Fortin, qui se

rendait ainsi aux instances du président Louis Laberge et du comité de négociation des grévistes. On aperçoit ici, en compagnie des représentants patronaux, les dirigeants de la loge 712, dont les confrères Charles Phillips, agent d'affaires, Maurice Litalien, président, Marcel Fournier, secrétaire-trésorier, ainsi que le confrère Adrien Villeneuve, représentant de la grande loge à Ottawa, et Me Marc Lapointe, procureur du syndicat.

## Y'a rien qui la batte... encore un coup



C'EST \$3,000 QUE MONSIEUR 50 remettait récemment à la Fédération des travailleurs du Québec afin d'assurer l'octroi de deux bourses d'études de \$1,500 chacune à deux syndiqués inscrits à la section française du Collège canadien des travailleurs. On reconnaît ici, de gauche à droite, M. Maurice Legault, vice-président de la Brasserie Labatt, les confrères Roland Goedike,

directeur québécois des Travailleurs unis des brasseries, Guy Dupuis, président de la succursale 313 chez Labatt et trésorier du Conseil du travail de Montréal, Louis Laberge, président de la FTQ et gouverneur du CCT, M. T.M. Kirkwood, vice-président et directeur général de la compagnie, ainsi que le confrère Ivan Legault, directeur administratif de la FTQ.



ÇA BOUGE SUR LA COTE-NORD, où le Conseil du travail de Baie-Comeau inaugurerait récemment, à l'occasion d'une fin de semaine d'éducation syndicale, ses nouveaux bureaux du 59 de la Place La Salle.



PHOTOGRAPHE SYNDICAL  
DEPUIS 1945

FEDERAL PHOTOS  
1405, MACKAY — VI. 2-2836

A la

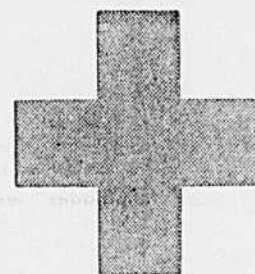
BANQUE CANADIENNE NATIONALE,

le gérant, c'est encore votre meilleur ami

# Banque Canadienne Nationale

615 bureaux au Canada

## ENCOURAGEZ LA



## CROIX ROUGE



Commandité par la

## Slater Shoe Co. (Can.) Ltd.

"Fait ici même...  
au Canada  
par les travailleurs canadiens"

Tex-made



LA FTQ ET LA CSN SE SOURIENT sous l'oeil bienveillant des églises, à l'occasion du Colloque des relations religieuses-syndicales. On reconnaît ici, comme membres du panel, de g. à dr., le révérend David Summers, M. Paul-Emilien Dalpé,

de la CSN, le révérend Charles Pelletier, de l'Eglise unie, animateur, le trésorier René Rondou, de la FTQ, et le père Georges Briand, des Fils de la charité.

## Rondou: le monde syndical se sent frustré par le silence des églises

DORVAL — "Le monde syndical s'est souvent senti frustré par le manque d'appui de la part des milieux religieux à l'occasion de ses luttes en faveur de l'amélioration du sort des travailleurs," déclarait récemment le trésorier de la Fédération des travailleurs du Québec, le confrère René Rondou, au Colloque des relations religieuses-syndicales, à l'hôtel Hilton.

Le confrère Rondou, qui est également vice-président du Syndicat international des travailleurs du tabac, participait à une discussion-panel en compagnie du père Georges Briand, supérieur des Fils de la charité et curé de Saint-Jean de Montréal, du révérend David Summers, secrétaire du Conseil des relations religieuses-syndicales, et de M. Paul-Emilien Dalpé, de la CSN.

Le porte-parole de la FTQ traitait le thème: "Comment la religion et le monde syndical peuvent-ils coopérer efficacement en face de la pauvreté, du chômage et de l'intégrité morale?"

### Les églises à l'appui du salaire minimum

Le confrère Rondou a soutenu devant son auditoire d'une centaine de personnes appartenant à diverses confessions religieuses, qu'il était du devoir du monde syndical et des milieux religieux d'attirer l'attention des classes privilégiées sur le sort des miséreux et des exploités.

Cependant, de poursuivre le confrère Rondou, nous trouvons que les églises auraient dû élever la voix plus vigou-

reusement, sans timidité. Leur appui, dit-il, nous serait d'un grand apport, par exemple, dans notre campagne en faveur d'un relèvement du salaire minimum.

### Les 14 curés de Saint-Henri

Le trésorier de la Fédération a également rappelé que, face aux transformations profondes apportées à notre mode de vie par les progrès technologiques, les églises et le syndicalisme devront collaborer afin de préparer les jeunes à savoir profiter de loisirs de plus en plus considérables.

Rappelant la récente sortie des 14 curés de Saint-Henri sur les taudis, le confrère Rondou a exprimé l'avis que les églises devront, tout comme les syndicats, multiplier les revendications en vue de l'amélioration de la condition ouvrière.

### Eglises et syndicats sont complémentaires

Pour sa part, le révérend Summers s'est dit d'accord avec le porte-parole de la FTQ sur la nécessité d'une intervention religieuse dans le domaine social. Tout en rappelant que les églises ont formulé des déclarations de principes à ce sujet, il a admis qu'elles n'ont pas toujours élevé une voix suffisamment forte et claire devant les misères sociales. A l'avenir, dit-il, nous devons voir davantage à la mise en application de nos enseignements.

De son côté, le père Briand a déclaré qu'il ne voit pas d'opposition entre le syndicalisme et les églises. Bien au contraire, dit-il, je pense qu'ils sont complémentaires l'un des autres. Car, selon lui, alors que nous avons été habitués à penser en termes d'action individuelle, il nous faut désormais le faire en termes d'action collective.

La FTQ avait elle-même participé à l'organisation du colloque, auprès de laquelle elle avait délégué son ex-secrétaire général, le confrère John Purdie, représentant international du SITT.

## Les grèves de la FTQ

La Fédération des travailleurs du Québec a actuellement trois grèves sur les bras et il s'en dessine d'autres, notamment dans l'industrie du papier.

A Baie-Comeau, nos membres à l'emploi de la Québec North Shore Paper ont débrayé depuis plusieurs jours afin d'obtenir une hausse de salaires de 50 cents. Ils ont également interrompu temporairement la production de l'électricité à la Manicouagan Power. On prévoit en outre une

grève générale des employés de la Compagnie internationale de papier.

A Montréal, nos membres ont paralysé la compagnie Saint Lawrence Sugar.

A Saint-Constant, 60 employés de la compagnie F. Baillargeon Ltée, membres de l'Union internationale des travailleurs des industries chimiques, font la grève contre le maire de la municipalité et le député libéral provincial de Laprairie-Napierville, M. Laurier Baillargeon, qui est propriétaire de l'entreprise.

## Nos artistes accueillent les travailleurs étrangers



AVANT MEME LA CONCLUSION de leur entente avec l'Actors' Equity, nos artistes montréalais de langue française, membres de la FTQ, faisaient montre d'un véritable esprit international, récemment, en se faisant les hôtes accueillants d'un groupe de travailleurs africains inscrits à la section française du Collège canadien des travailleurs. On aperçoit sur ces photos la directrice du théâtre de l'Egrégore, Mme Françoise Berd, leur

distribuant des billets gratuits à l'occasion d'une réception donnée par l'Union des artistes, dont on reconnaît le président, le confrère Pierre Boucher, à l'extrême droite de la photo du haut. A gauche, sur les deux photos, un étudiant arabe d'Afrique du nord. Il s'agissait là d'une initiative de l'UDA et de l'Egrégore qui a été fort appréciée par les camarades d'études de nos membres en stage au CCT.



IN LOVE WITH A CERTAIN NEW CAR?

BUY IT NOW WITH A LOW-COST, LIFE-INSURED

**SCOTIA PLAN**

**LOAN**

THE BANK OF NOVA SCOTIA

## La vague de grèves

# Laberge: Pépin se montre un digne émule de Lesage

MONTREAL — Le président Louis Laberge, de la Fédération des travailleurs du Québec, déclarait, le 18 juin dernier, que M. Marcel Pépin s'est montré "un digne émule de Lesage" dans l'interprétation qu'il a donnée de la vague de grèves actuelle. Parlant devant un groupe d'étudiants des collèges classiques, le président général de la CSN avait attribué les grèves à la CTM, à la CTP et aux silos du port de Montréal, au fait que ces travailleurs auraient été incapables de s'exprimer de manière convenable dans leurs anciens syndicats.

"Quand, déclare le président de la FTQ, M. Pépin choisit un auditoire de jeunes pour chercher à discréditer le syndicalisme international à partir d'une situation où deux grèves sur trois sont le fait d'anciens membres d'un syndicat national canadien, tout comme la CSN, il donne toute la mesure de son intégrité intellectuelle et de son respect pour la génération montante. Et quand il vole aussi ouvertement au secours de M. Lesage, on comprend pourquoi la CSN

parle de révolution en même temps qu'elle rejette l'engagement politique."

**Maraudage +  
Bill 54 = grèves**

Rappelant que la FTQ s'était abstenue jusqu'ici de livrer toute sa pensée sur les grèves en cours, afin de ne nuire en rien à la lutte des grévistes de la CSN, le confrère Laberge a déclaré que sa centrale ne peut plus garder le silence devant les interprétations gratuites et malicieuses de M. Pépin.

L'ACCESSION DE PEPIN A LA PRESIDENCE

## La FTQ se réjouit: "La CSN reprend le combat social"

MONTREAL — L'exécutif de la Fédération des travailleurs du Québec, réuni en assemblée régulière dans la métropole le 14 juin dernier, s'est félicité de l'accession de M. Marcel Pépin à la présidence de la Confédération des syndicats nationaux en disant qu'il lui semble, à la lecture des déclarations du nouveau titulaire, que la CSN se propose de prendre "un nouveau départ dans le combat social".

Voici le texte du télégramme que le président Louis Laberge faisait tenir à cette occasion à M. Pépin:

"SINCERES FELICITATIONS POUR VOTRE ACCESSION A LA PRESIDENCE STOP TROUVE INTERESSANT NOUVEAU DEPART VOUS VOULEZ DONNER A L'ACTION SOCIALE ET POLITIQUE DE LA CSN STOP SUIVIS DISPOSE A DISCUTER OBJECTIFS ET MODALITES D'UNE ACTION COMMUNE AVEC LA FTQ ET L'UCC STOP VEUILLEZ TRANSMETTRE MES VOEUX AU SECRETAIRE GENERAL ROBERT SAUVE."

La direction de la FTQ soutenait alors que si la CSN prend "de plus en plus de distances à l'égard du présent gouvernement", comme le laissait entendre M. Jean Marchand dans une interview accordée au quotidien *Le Devoir*, il serait possible au syndicalisme québécois d'obtenir plus rapidement l'adoption de plusieurs mesures sociales, tels un relèvement du salaire minimum, l'instauration d'un régime public d'assurance-santé, la participation démocratique des travailleurs à la prévention des accidents du travail, etc., qui toutes s'inscrivent dans une stratégie globale de guerre à la pauvreté.

L'exécutif de la FTQ estimait que si la CSN prenait vraiment ses distances à l'endroit du gouvernement, cela permettrait au syndicalisme québécois tout entier de repartir à la conquête de réformes dont bénéficierait l'ensemble de la population. A défaut d'unité syndicale, déclare l'organisme, l'unité d'action politique du syndicalisme québécois pourrait bien constituer l'aiguillon dont la "révolution tranquille" semble avoir un urgent besoin.

Selon le porte-parole de la FTQ, les grèves à la CTM et à la CTP ont été la conséquence directe des rivalités inter-syndicales et du fait que le changement d'allégeance des travailleurs a coïncidé avec l'octroi du droit de grève dans les services publics.

Dans ces deux cas, dit-il, la CSN a exploité les faiblesses de conventions collectives conclues sous le régime de l'arbitrage obligatoire, c'est-à-dire sans qu'elle soient nécessairement imputables au syndicat qu'elle cherchait à déloger, et elle a fait aux travailleurs des promesses qu'elle a vainement tenté de réaliser à la faveur du recours légal à la grève.

**Vive la conjoncture politique!**

Le confrère Laberge a ajouté que la CSN était le premier syndicat à négocier, à la CTM et à la CTP, sous l'empire du droit à la grève, et qu'elle bénéficiait au surplus d'une conjoncture politique on ne peut plus favorable. Il est évident, dit-il, que les pouvoirs publics ont été pris de court par ce premier assaut d'envergure dans un service essentiel, que les digues patronales et gouvernementales ont sauté.

Dans les circonstances, le porte-parole de la FTQ estimait que les chauffeurs d'autobus pouvaient manifestement obtenir satisfaction à leurs revendications légitimes. Et il prévoyait que, de cette position de force inédite dans notre récente histoire syndicale, ils pourraient réduire encore considérablement l'écart de 20 à 44 cents par année qui séparait la dernière offre patronale de leurs revendications premières, ce qui ne s'est pas réalisé. Seulement, il ne voyait pas là de motif à dénigrer les syndicats internationaux, comme l'a fait M. Pépin.

**La FTQ avait déblayé la voie**

Le confrère Laberge a tenu à rappeler au surplus que si les employés des services publics jouissent maintenant du droit de grève, ils le doivent en grande partie aux efforts de la FTQ, qui est allée jusqu'à la menace de grève générale pour faire améliorer le bill 54. Ce droit, dit-il, il ne faudrait pas le galvauder maintenant dans des querelles intersyndicales et dans des grèves de prestige, de stratégie ou d'organisation.

Quant aux allusions du président de la CSN, à Banks et à Hoffa, le confrère Laberge a déclaré qu'il "laisse volontiers M. Pépin patauger avec M. Lesage dans le ruisseau de la calomnie malveillante". Nous l'avons peut-être appris au premier ministre cette semaine, quoiqu'on ne permettra d'en douter, dit-il, mais nous n'apprenons certainement rien à M. Pépin en rappelant encore une fois que ces deux hommes sont exclus du syndicalisme nord-américain grâce au Congrès du travail du Canada, dans un cas, et à la FAT-COI, dans l'autre.



Le confrère Robert LAVOIE: "C'est la Commission du service civil, avec ses salaires de \$60 à \$75 par semaine pour des fonctionnaires de la CAT, qui est la grande responsable des délais dont les accidentés du travail ont à se plaindre".



Le juge Joseph MARINEAU, président de la CAT: "Notre nouveau centre de réadaptation de Québec est ce qu'il y a de plus avancé et de plus parfait dans son genre, non seulement au Canada, mais peut-être même à l'échelle mondiale".

## La FTQ: le patronat veut faire du "syndicalisme de boutique" avec la prévention des accidents

MONTREAL — Le président Louis Laberge, de la Fédération des travailleurs du Québec, a accusé l'Association de prévention des accidents industriels de vouloir faire du "syndicalisme de boutique" avec la prévention des accidents. Selon lui, les dispositions que cet organisme est en train de prendre pour satisfaire aux nouvelles exigences de la loi des accidents du travail prévoyant une représentation des ouvriers, ne constituent de fait qu'une fumisterie qui viole nettement l'esprit du bill 44, sanctionné le 31 juillet 1964.

Le président de la FTQ a expliqué que l'APAI a fait afficher dans les usines, par les employeurs, un "avis aux employés" adressé "Aux travailleurs de l'Association", qui est une association patronale, dans lequel les travailleurs sont invités à s'inscrire pour être nommés à un "comité de sécurité de district" par le conseil d'administration de l'APAI.

"Nous voilà revenus aux plus beaux jours du syndicalisme de boutique et des délégations ouvrières contrôlées par l'employeur!" s'est exclamé le confrère Laberge en faisant savoir que les informations sur cette façon de procéder lui ont été communiquées par le gérant général de l'APAI, M. J.-L. Noël.

Pour sa part, dit-il, la FTQ n'acceptera jamais un tel mode de représentation des ouvriers et elle soutient qu'aux termes de l'article 110 de la loi des accidents du travail, aucune association patronale de prévention n'est actuellement admissible aux subventions de la Commission des accidents du travail. S'appuyant sur une

interprétation du ministre du Travail, M. Carrier Fortin, selon laquelle la CAT peut "ne verser des subventions qu'aux associations ayant parmi ses membres une représentation d'employeurs et d'employés", le confrère Laberge a affirmé que sa centrale ne se contentera de rien moins qu'une participation syndicale au niveau du conseil d'administration des associations de prévention, de même que d'une représentation réelle des travailleurs au palier des comités régionaux et des comités d'entreprise.

## Jean-Baptiste



LE CONFRERE JEAN-BAPTISTE HURENS n'est plus... Celui que l'on s'était habitué à voir partout où des syndicalistes se trouvaient réunis, a succombé à une longue maladie. Pendant des années président du Conseil du travail de Québec, il avait également siégé longtemps au Conseil exécutif de la FTQ, à titre de vice-président régional représentant les travailleurs de la Vieille Capitale.

## EN EUROPE



La FTQ A DELEGUE son secrétaire administratif, le confrère Ivan Legault, auprès d'une mission québécoise partie étudier en France les problèmes de la planification. Le séjour de la délégation, composée de six représentants de la Rencontre des agents de l'économie et de deux du Conseil d'Orientation Economique, se poursuivra jusqu'au 7 juillet. Le confrère Legault pourra, notamment, rencontrer en France les principaux responsables du plan et les dirigeants des centrales syndicales. Ce voyage a été rendu possible par l'accord intervenu entre l'Association pour l'organisation des stages en France et le ministère provincial de l'Education.

## Au colloque de la FTQ

# Laberge : alors que la compensation des accidents du travail s'améliore depuis 1961, la prévention reste une faillite

QUEBEC — Le président Louis Laberge, de la Fédération des travailleurs du Québec, a affirmé qu'alors que la compensation des accidents du travail et le traitement des accidentés, qui relèvent de l'Etat, se sont sensiblement améliorés, depuis 1961, par contre, la prévention des accidents industriels, que le législateur a pratiquement abandonnée au patronat, demeure toujours "une faillite complète".

Le président de la FTQ s'exprimait ainsi à l'ouverture du 2e colloque organisé par notre centrale pour étudier le problème que posent les accidents du travail, qui se sont produits à la cadence d'un toutes les deux minutes et 18 secondes au cours de l'année 1964.

### Sus aux associations de prévention !

Laissant au président de la Commission des accidents du travail, le juge Joseph Marineau, le soin de rappeler les modifications apportées à la loi depuis quatre ans, et aux quelque 270 participants, celui d'en apprécier les mérites à la lumière de leur expérience professionnelle, le confrère Laberge s'est lancé dans une charge impétueuse contre les associations patronales de prévention, qu'il a accusées de "vouloir toujours, après des années d'inaction, d'inertie et d'inefficacité subventionnées par la CAT, fermer leurs portes à des délégations ouvrières vraiment représentatives".

Faisant un bref historique des démarches entreprises par notre centrale, depuis 1961, pour associer le travailleur à la prévention des accidents industriels, le porte-parole de la

FTQ a rappelé que le mémoire syndical de cette année-là prévoyait la disparition des associations patronales et la prise en charge de leurs responsabilités par une commission de prévention et de compensation des accidents du travail composée à parts égales de représentants des employeurs et des travailleurs, dont la moitié seraient plus précisément préposés à la prévention.

En juillet 1964, de poursuivre le confrère Laberge, le législateur amendait la loi, à titre de compromis, de manière que la CAT ne subventionne plus les associations de prévention qui ne feraient pas place à une représentation ouvrière en leur sein.

### La CAT subventionne la mauvaise foi

Or, a continué le leader syndical, en mai 1965, après de nombreuses démarches de la part de la FTQ, auprès des associations patronales et du ministère du Travail, et en dépit d'une interprétation qui nous est favorable de la part du ministre lui-même, M. Carrier Fortin, la Commission des accidents du travail continue de subventionner des organismes privés qui, ou bien refusent toute représentation ouvrière, ou bien proposent des modes de représentation qui leur assurent des délégations de travailleurs contrôlés par

eux-mêmes, et cela seulement au niveau de comités régionaux à créer de toutes pièces.

Affirmant que les associations patronales de prévention font ainsi "la démonstration parfaite de leur mépris traditionnel pour l'ouvrier, sa sécurité, sa santé et sa vie", le confrère Laberge a déclaré que, devant une mauvaise foi aussi évidente de la part des employeurs, la FTQ n'avait d'autre choix que de revenir sur ses positions de 1961 et de réclamer de nouveau la disparition de ces "organismes fantômes, sinon fantômes", ainsi que la prise en charge de la prévention par la CAT elle-même, transformée de manière à assurer une représentation paritaire du patronat et des travailleurs.

### Un appel à l'opinion publique

Le président de la FTQ a déploré le peu d'intérêt manifesté par la presse, par l'opinion publique, et même par un large secteur du syndicalisme, devant ce problème. "Depuis des années, dit-il, nous sommes à peu près seuls à nous battre pour assurer la sécurité de l'ouvrier au travail, laquelle a au moins autant d'importance, nous semble-t-il, que l'assainissement des finances familiales, la conservation des maisons historiques ou l'embellissement de nos villes. Et pourtant, demanda-t-il, quand avez-vous lu le dernier reportage sur la CAT ou la dernière analyse journalistique sur la prévention des accidents industriels?"

Le confrère Laberge a rappelé que, selon les dernières statistiques du ministère du



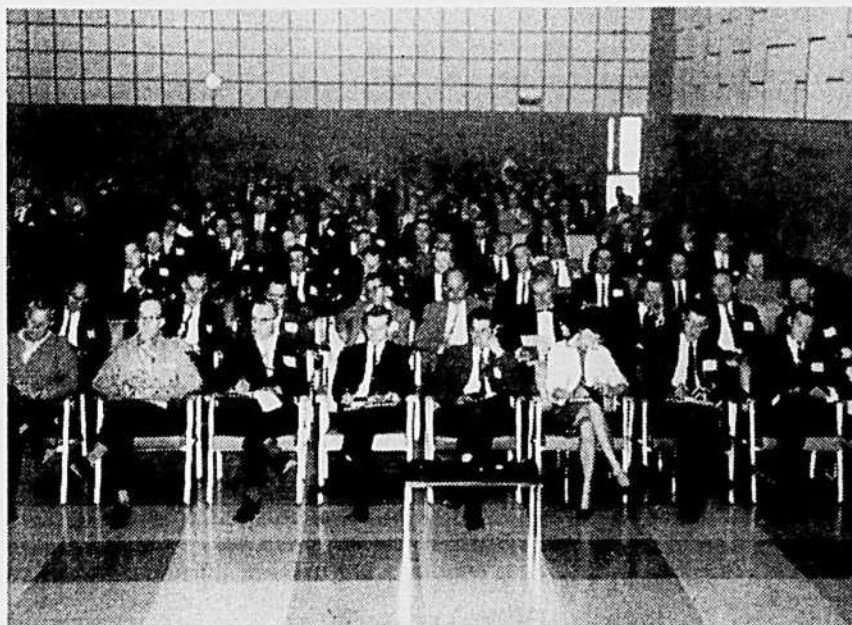
Le président Louis LABERGE :

"La FTQ a lutté seule assez longtemps contre les accidents du travail... Il est temps que le reste du mouvement syndical, la presse et la société tout entière viennent nous aider à défendre l'intégrité physique du travailleur..."

Travail, la Commission des accidents du travail a reçu 153,703 réclamations, en 1964, soit une augmentation de 13.3 pour cent sur les 135,586 de 1963. Il en est résulté, dit-il, la perte de quatre millions de journées de travail.

"Il est grandement temps, de déclarer le président de la FTQ, que la société tout entière commence à s'émouvoir devant ce problème de l'intégrité physique du travailleur. Pour notre part, nous avons multi-

plié les efforts pour protéger l'ouvrier au travail, pour obtenir à l'accidenté un dédommagement convenable, pour former des centaines de conseillers ouvriers en bien-être, pour alerter l'opinion publique et les autorités gouvernementales, mais nous n'avons pas honte d'admettre que nous sommes dépassés par l'ampleur de ce problème social, que nous avons besoin de la sympathie agissante de tous les secteurs de la société."



ON OSAIT A PEINE EN ESPERER 200; il en est venu 270 — permanents syndicaux et conseillers ouvriers en bien-être — au 2e Colloque de la FTQ sur les accidents du travail. Il s'agit là d'une réussite complète qui, non seulement témoigne de la grande vitalité de

notre centrale, mais également de son souci de combattre la pauvreté par des mesures concrètes, telles la prévention des accidents du travail et une compensation équitable pour les accidentés. Ce stage de perfectionnement a été organisé par le confrère Robert La-

voie, directeur des services sociaux de la FTQ, la seule centrale syndicale du Québec à fournir de semblables services à ses membres et à l'ensemble de la classe ouvrière.

## L'UIOVD encourage l'éducation



LES PROPOS DESOBLIGEANTS de M. Lesage à l'endroit du syndicalisme international avaient déjà reçu, pour quiconque lit les journaux, un démenti éclatant de la part de l'Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames, qui venait d'inaugurer une Caisse de bourses d'études à l'intention d'enfants méritoires de ses membres qui désirent poursuivre des études universitaires. On aperçoit ici le vice-président inter-

national de l'UIOVD, le confrère Bernard Shane, remettant des chèques de \$2,500 chacun aux jeunes Sam Apelbaum, âgé de 16 ans, et Pierre Maheu, 20 ans, qui se dirigent respectivement vers le génie et les mathématiques. Ces premiers récipiendaires sont le choix d'un jury indépendant composé de l'abbé Gérard Dion, de Laval, de Me Maxwell Cohen, de McGill, et du professeur Albert Breton, de l'université de Montréal.

## Une distribution des prix syndicale



C'EST LE TEMPS DES DISTRIBUTIONS de prix et le Syndicat des préposés à l'entretien des édifices n'a pas fait exception à la règle, récemment, alors qu'il remettait des certificats d'études à 35 membres de sa succursale 298 qui avaient suivi assidûment un stage d'éducation syndicale de six cours. On aperçoit ici de gauche à droite,

photographiés à l'occasion de cette petite cérémonie, les confrères Ivan Legault, directeur exécutif de la FTQ, Lucien Robert, employé syndiqué au journal LA PRESSE, Jean-Paul Ménard, président du Conseil du travail de Montréal, Gilles Deschênes et Fernand Jolicoeur, représentants du SPEE.

## L'éducation syndicale à Québec



LES NON-INSTRUITS DE M. LESAGE sont récemment allés à l'école du syndicalisme, dans la Vieille Capitale, où un groupe de membres du Conseil du travail de Québec ont étudié les recommandations du rapport Parent sur l'éducation, les structures du syndicalisme, les dispositions de la nouvelle loi des relations de travail, ainsi que les techniques de la négociation et du

redressement des griefs, sous la direction des confrères Philippe Vaillancourt, Fernand Daoust, Robert Lévesque et Jacques-V. Morin. Cette fin de semaine d'étude avait été organisée par le Comité d'éducation du CTQ, qui est présidé par le confrère Maurice Gaulin, également vice-président régional de la FTQ.

## Convention signée au Lac Quevillon

LAC QUEVILLON — Le Conseil des métiers de la construction du nord-ouest québécois (FTQ-CTC) vient de signer avec la compagnie Arco Services Ltée, qui exploite la cantine et les roulottes d'habitation du chantier de la société Domtar, au lac Quevillon, une convention collective accordant à ses 125 employés une augmentation générale de salaires de \$40 par mois répartie sur une année et demie.

Le président de l'organisme, le confrère Laurent Lemoine, a précisé que ces travailleurs touchent une première hausse immédiate de \$20, puis deux majorations successives de \$10 chacune qui entreront en vigueur le 1er janvier

et le 1er juin 1966. Les employés qui travaillaient de 75 à 80 heures à raison de sept jours par semaine, seront rémunérés à tarif et demi après 55 heures de travail.

Le confrère Lemoine a fait savoir que ces augmentations portent le salaire mensuel d'un premier cuisinier de \$420 immédiatement à \$440, celui d'un garçon de table, de \$245 à \$265, celui d'un homme de ménage, de \$195 à \$215. En outre, la chambre et la pension sont fournies gratuitement aux syndiqués.

La convention, qui prévoit la sécurité syndicale, a été déposée à la Commission des relations de travail conformément à la loi.

TELEPHONE: FR. 5-2510

P.O. BOX 1298

## THE TEBBUTT SHOE & LEATHER CO.

LIMITED

Since 1899

MEN'S QUALITY FOOTWEAR

THREE RIVERS, P.Q.

CANADA

**V**ous ne pouvez vous rendre à la banque?

FAITES VOS OPÉRATIONS  
BANCAIRES PAR LA POSTE

Rien de plus facile à organiser, en allant ou en écrivant à notre succursale la plus proche.



BANQUE ROYALE

Les meilleures  
**COUVERTURES**  
au Canada

SONT SIGNÉES

*Ayers*  
DE LACHUTE



COUVERTURES DE LITS ET DE VOYAGE **DOMINION AYERS LIMITED**

Pure laine • laine/orlon • viscose/laine  
ces couvertures sont chaudes et confortables  
en toute saison et partout: Maisons...  
Chalets... Hôtels... Hôpitaux... Institutions

**DOMINION  
AYERS  
LIMITED**

SECTION DES COUVERTURES • LACHUTE, Q.U.E.  
MAISON FONDÉE LA 1878



CANADA

# THE NEW **CANADA LABOUR (STANDARDS) CODE**

*Effective July 1, 1965*

## **THE CODE COVERS EMPLOYMENT IN THE FOLLOWING INDUSTRIES :**

- RAILWAYS operating beyond any one province
- HIGHWAY TRANSPORT — interprovincial or international
- PIPELINES extending beyond any one province
- TELEGRAPHS and TELEPHONES except those operated wholly within a province
- all RADIO and T.V. BROADCASTING
- all SHIPPING and services connected with shipping
- FERRIES — interprovincial or international
- all AIR TRANSPORT
- all BANKS
- all URANIUM MINING and PROCESSING
- all GRAIN ELEVATORS
- all FLOUR and FEED MILLS, FEED WAREHOUSES and SEED CLEANING MILLS
- PRIMARY FISHING, where the fishermen work for wages
- most FEDERAL CROWN CORPORATIONS

## **THE CODE SETS THESE STANDARDS :**

1. A standard 8-hour day and a 40-hour week, with overtime limited to 8 hours a week and paid at one and a half times the regular rate.
2. A minimum hourly rate of pay of \$1.25.
3. Two weeks annual vacation with pay.
4. Eight general holidays a year with pay.

Where it can be shown that the immediate application of the new hours of work would be prejudicial to the interests of employees or detrimental to an industry's operation, the Minister of Labour may postpone the introduction of the hours of work standard to allow time for adjustments.

In industries operating only in a local area, the introduction of the new minimum wage may also be postponed.

*For complete information on the new Code, write to the* **Labour Standards Branch,  
Department of Labour,  
Ottawa**

## **DEPARTMENT OF LABOUR**

*Hon. Allan J. MacEachen, Minister of Labour/George V. Haythorne, Deputy Minister*

**St. Jean Baptiste Message from Laberge**

# Asserts French-Canadians Entitled To Work, Advance In Own Language

MONTREAL — "French-Canadian workers should be able to speak their own language on the job without detracting from their efficiency or advancement and they should be able to negotiate collectively in French, a factor that would strengthen trade union democracy. Capital may have neither soul nor nationality, but let it respect those of the workers."

This was the basic theme of the first message published by a president of the Québec Federation of Labour for St. Jean Baptiste Day. This year too, the union central participated officially for the first time in the traditional June 24 parade, in which it represented organized Québec labour.

In his message, President Louis Laberge also reiterated the QFL stand on the issue of Québec nationalism, which he said has been given greater attention by the central than by any other truly representative intermediary body. Following is the text of President Laberge's statement:

**Human Dignity,  
Union Democracy**

"I would like to take advantage of his national feast of my own kind, the French-Canadians, to point out to other social groups that the aspect of the national problem which preoccupies Québec workers and Québec trade unionism the most in that of the spoken and written language at work. We at the QFL believe that French-Canadian workers shouldn't have to master English in order —

through employment or promotion — to attain positions where bilingualism cannot be regarded as a working condition. These reforms are essential to the respect of human dignity and the requirement's of labour's cause.

"Moreover, collective bargaining — which is a vital expression of trade union life — should be carried out in the language of the majority of the workers involved, or in the language of each one with the help of simultaneous translation. The official text of the agreement should also be drafted in the language of the union majority rather than in the language of the company management. We believe these things are essential to the proper function of trade union democracy.

**"No" to Unilingualism  
of Higher-Ups**

"We find it abnormal that ordinary French-Canadian workers, whom society has denied the benefits of greater education, be required to be bilingual to satisfy the demands of supervisory personnel who presumably had access to higher education. Far be it from us to favour unilingualism; on the contrary we be-

lieve that bilingualism constitutes a cultural enrichment for those with a sound schooling, and we hope that the children of the working class will soon attain thorough humanism comprising knowledge of more than one language. Meantime however it is up to the better-educated to be bilingual; up to management rather than the rank and file workers. It is rightly stated that capital is without soul or nationality. Then let it respect those of the workers who contribute to its prosperity.

"If we are mainly preoccupied at the QFL with the problem of working language, it doesn't follow that we are neglecting the other aspects of the national matter. In fact we have busied ourselves with the subject more than any other genuinely representative intermediary body. At two conventions, one in 1961 and the other in 1963, more than 500 union delegates debated it at length; flatly rejecting separatism and calling for a revision of the Constitution.

**Go Easy on Constitutional  
Change**

"Since then the QFL has stepped into the argument many times, and last April 8 when it proposed that the Fulton-Favreau Formula be put on ice, this statement was made by the Executive Council, supreme authority of the QFL between conventions:

"... that Canada is presently at the height of a crisis, and that it is advisable to let this crisis run its course before contemplating constitutional formulas and texts to cover a reality that is as yet unknown to us."

**Workers' Interests First**

"That is where we now stand in our research and our deliberations on the national question. Discussions are continuing within our movement. You can understand, however, that we approach this matter from the trade unionist's viewpoint and bear always in mind the interests of Québec's workers, which do not always concur with those of the national bourgeoisie. We do not believe it would be in the interests of the Québec workers, nor those of the French-Canadian nation, for trade unionism to become another national or patriotic society. We are at the meeting place for the upsurge of national conscience, but we would be betraying our own vocation if we weren't there as guardians of the fundamental interests of the working class.

"As a unionized French-Canadian worker, I wish my French-speaking compatriots a splendid national holiday; but in my capacity as leader of a big union central, I want to associate to my greetings all Québec workers without distinction as to nationality, language or creed, for we constitute an indivisible whole."



President Louis LABERGE: "It's about time French-Canadian workers of Québec have the possibility to speak their own language at work..."

## QFL Represents QUEBEC TRADE UNIONISM On Parade



IT'S THE QFL THAT WAS REPRESENTING Québec trade unionism on the Saint-Jean-Baptiste traditional parade through the sponsoring of allegoric float No. 20, which was symbolizing the equilibrium union battles tend to achieve in relations between Capital and Labour. At left, jointly signed by the QFL and the CLC,

the float "Les unions ouvrières" carries our message to thousands and thousands of spectators who appreciated the fact that trade unionism was associating itself with the celebration of their National Day. On the float, QFL members have put on their uniforms or work apparels in order to illustrate the way labour action

tends to swing the scales in favour of Justice, Dignity, Wages, Job Security, etc., against the capitalist system of profits and injustice. On the right, several members of the Tobacco Workers International Union adding the feminine touch to an already brilliant performance.

The Dean  
of Canadian  
Labour  
Papers

# THE LABOUR WORLD

Founded by  
Gustave  
Franco,  
in 1916

Published in order to promote the legislative reforms needed for the protection of the Quebec working class and for the betterment of its lot.

Official organ of the  
QUEBEC FEDERATION OF LABOUR

Executive Committee:

Louis LABERGE, president; Fernand DAoust, Jean GERIN-LAJOIE, vice presidents; Andre THIBAudeau, secretary; René RONDOU, treasurer.

Director: Louis LABERGE; Editor: Noël PERUSSE.

Address all correspondence to:

3333 east, Metropolitan Blvd., Montreal 38 — Tel. 725-5221

Printed by Radio-TV Printing, 8430 Casgrain Street, DU. 7-6218



109

## EDITORIAL

# A Return To Grass Roots

Those who are students of the history of France may recall the name Captain La Palice. Those who aren't can turn to the Larousse dictionary, which will inform them that the captain fell in battle in 1525. His soldiers composed a song in his honour which went (in French):

"A quarter of an hour before his death  
"He was still alive."

What the words meant was that the captain had fought courageously to the last, but later on they came to be regarded as a sort of expression that didn't need to be uttered at all because of its obvious truth. This type of phrase became known as a "lapalissade", of which a good English counterpart is the word axiom — a self-evident truth.

The French word "lapalissade" has an application in our movement these days because the Montreal Labour Council has laid down a whole series of them. They are truths which are seemingly self-evident, but which have been invoked anyway because they could well be overlooked in the climate of emotional confusion which now prevails in Québec.

The Montreal Labour Council has struck a blow that in present day terms might well be tagged "Operation Return-to-Unionism". After a rather lengthy period of ideological perturbations, the MLC brings us sharply down to earth; back to the level of the hard realities of our daily union activities.

The blow delivered by the Council might be considered a hammer blow only by the handful of activists who play trade unionism for the (press) gallery and would like to have themselves regarded as more nationalist than the popes of national unionism (CNTU). The Montreal Labour Council, comprising a considerable majority of ordinary working men who meet twice a month after their shift at the factory, is a body well-suited to administer this kind of fraternal corrective.

When a movement like trade unionism reaches the stage where, because of a noisy minority, it must don kid gloves to condemn an economic aberration like separatism; when out of deference to certain unionists we should applaud without distinction all government policies designed for the revaluation of Québec, even those, like the "repatriation" of the National Employment Service, intended to check workers' mobility; when some feel that all union problems such as jurisdictions, services, inter-union relations with the CLC and CNTU alike should be put through the nationalist sieve, then the Montreal Labour Council's declaration of principals arrives like a refreshing breeze.

Notwithstanding all this, there is no question whatsoever on the part of the MLC or the QFL of neglecting in any way the defence of French Canadian workers, who constitute at least 80 per cent of our membership. That is why the MLC binds the Québec labour movement to asserting, in the name of respect of the human person, "the right of the majority of Québec workers to use their language at work, but without denying the minority the same right."

However, what distinguishes nationalists from unionists in making demands is their scale of values. The former are all ready to make the workers run risks that the latter refuse to consider. This explains the extreme prudence of genuine unionists with regard to constitutional matters and their rejection without appeal of the separatist thesis.

"Québec trade unionism must always place the interests of the working class above those of the national bourgeoisie..."

"Québec trade unionism must identify itself with the aspirations of Québec in a measure compatible with the interests of the Québec workers..."

"Québec trade unionism... must not become another national or patriotic society..."

These are self-evident truths that were good and proper to speak out.

## Strikes Rampant

# Laberge: Pépin Shows Self Stout Emulator of Lesage!

MONTREAL — Québec Federation of Labour President Louis Laberge says Marcel Pépin has proven himself a "worthy emulator of Lesage" in trying to explain away the strike wave that has hit Montréal. The QFL leader's remarks came after CNTU President Pépin told a group of classical college students that the MTC, PTC and grain-handlers' strikes emerged from the workers' inability to properly express themselves in their former unions.

Said President Laberge: "When Mr. Pépin picks an audience of young people for his attempt to discredit international trade unionism in a situation where two strikes out of three are by former members of a Canadian national union, he reveals in full measure his intellectual integrity and his respect for the rising generation. And when he flies openly to the rescue of Mr. Lesage, it can readily be understood why the CNTU at the same talks revolution and rejects political commitment."

### Raiding Plus Bill 54 Equals Strikes

The QFL had hitherto withheld its thoughts about the strikes, President Laberge said. It didn't want to hinder the CNTU strikers in any way. But silence was no longer possible in the face of "gratuitous and malicious interpretations" from Mr. Pépin.

### Lesage's Tantrum...

(Continued from page 1)

Lower House could only be explained by the fact that he is still suffering from the shell-shock he experienced during the Bill 54 fight and the strike at La Presse. The premier tried to impose his will on the striking typographers, Rondou said, but democratic trade unionism doesn't fall into line with orders from Québec any more than it does with directives from the United States.

### Long Live Hospital Insurance

Mental and physical fatigue must be the only explanation for the Premier's blind attack on international trade unionism, Brother Rondou reasoned. Political commentators have long been counselling Mr. Lesage to delegate some of his responsibilities and to take a rest. "It would appear that this has become quite urgent."

The Premier's tantrum earned him other comments that ranged from unfavourable to downright unkind. They came from, among others, federal NDP leader Tommy Douglas, Canadian Labour Congress President Claude Jodoin, President Gérard Picard of the Montréal Central Council of National Trade Unions (CNTU), as well as Brother Jean Gérin-Lajoie, Québec Director of the United Steelworkers of America; Brother Henri Lorrain, Vice-President of the International Brotherhood of Pulp, Sulphite and Paper Mill Workers of America, and Frank Hall of the Brotherhood of Railway and Steamship Clerks.

The QFL chief asserted that the Montréal and provincial bus strikes were the direct result of inter-union rivalry and the fact that switches of allegiance by the workers coincided with acknowledgement of the right to strike in public services.

In both cases, President Laberge said, the CNTU exploited the weaknesses of collective agreements drafted under the system of compulsory arbitration. It made promises to win over the workers, then set out to achieve them through the new-legal recourse to strike.

### Long Live Political Conjuncture

President Laberge noted that the CNTU became, at MTC and PTC, the first union to negotiate under the newly established right to strike; that it could hardly have found the factor of political conjuncture more favourable. Obviously the public authorities were caught short by an initial assault of such scope in essential service — the management and government ranks got a shock.

Under the circumstances, the QFL president said, it was obvious that the bus drivers could have obtained certain satisfaction of their legitimate demands. He failed to see, however, how Mr. Pépin worked this into grounds for an attempted smear of international unions.

### QFL Cleared the Way

President Laberge also offered this reminder: If public service employees today have the right to strike, they owe it in large part to the efforts of the QFL which went so far as to threaten a general strike to win improvements in Bill 54.

It is a right, he warned, that must not be wasted in inter-union quarrels or in prestige, strategic or organizational strikes.

As for the CNTU president's allusions to Jimmy Hoffa and Hal Banks, President Laberge declared himself fully prepared to stand aside and let Mr. Pépin join Mr. Lesage at "floundering in the gutter of spiteful calumny."

"We may have taught Mr. Lesage something (see blast at premier for outburst against international unions) but we will certainly teach Mr. Pépin nothing by reminding yet again that Hoffa-Banks are out of North American trade unionism thanks to the AFL-CIO in one case and the Canadian Labour Congress in the other."



**"EXPORT"**  
PLAIN  
or FILTER TIP  
CIGARETTES

New FILTER KING 25s

## SUPPORT RED CROSS



## COMPO COMPANY LTD.

2377 REMEMBRANCE ROAD

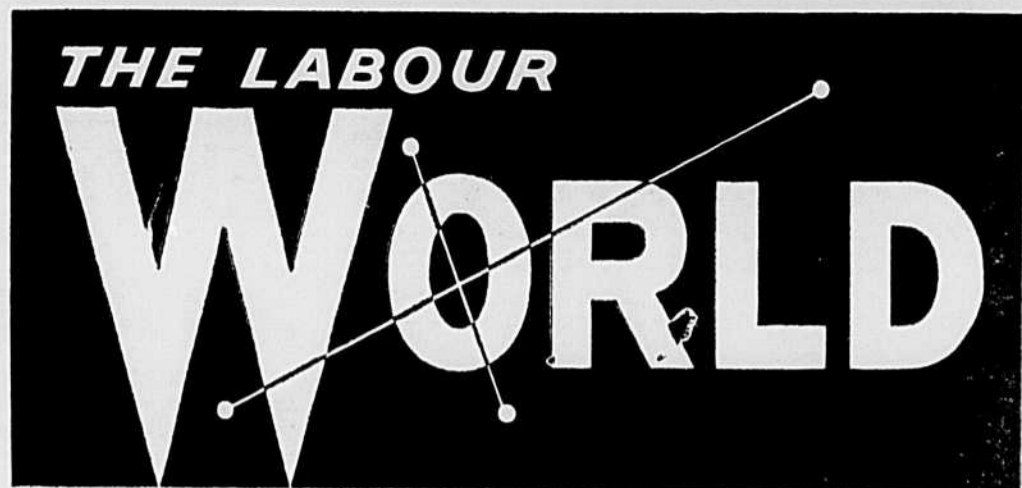
LACHINE

## UAW's Subscribe

TWO THOUSAND members of the United Auto Workers international union, an affiliate of the QFL, are having this edition of the **LABOUR WORLD** delivered to their homes. This is a "first," and results from a mass subscription paid for entirely by the auto workers, who wish to assure themselves of full participation in the Québec trade union life. The balance of the UAW membership will also receive our paper as soon as the list of addresses is complete.

In addition, as result of an agreement with the **LABOUR WORLD**, the UAW are taking over two of our pages in which to carry news of special interest to their members. In order to have these pages, the union has only to defray composing room costs, which are \$52 per month.

THE PUBLISHER



50th Year — No. 5-6

MAY-JUNE 1965

MONTREAL

### International Unions Prove Poor Target

# Lesage Stirs Up Hornet's Nest With Foolish, Wanton Prattle

MONTREAL — Premier Lesage periodically indulges in wild outbursts that no longer impress anyone, but he has to be brought to task when his "ravings" become an attack on Québec workers. Québec Federation of Labour René Rondou says the premier made himself look foolish — and at the same time insulted organized workers in this province — by blurring that international union leaders here are mere "pawns" who start or stop strikes on instructions phoned from the U.S.

Treasurer Rondou, opening fire on Premier Lesage in the absence of QFL President Louis Laberge, asserted that the attack on international trade unionism wasn't just totally unexpected but totally unjustified as well.

The premier is letting himself be carried away by "worrisome hallucinations" when he associates international union members here with the images of Jimmy Hoffa and Hal C. Banks, Brother Rondou declared.

Premier Lesage's remarks were made during a debate on the Quebec pension plan. The role played by international unions in Québec was brought up during discussion. Brother Rondou apparently

earned the approval of most QFL affiliates when he asserted that the premier didn't know what he was making all the noise for.

"Not even management nor the QFL's rival labour central have ever made such loose and wanton statements about the position and involvement of international union leadership in strikes staged by our members in Québec," Treasurer Rondou said.

"He ran counter to the painstaking conclusions of the Gordon Commission on Canada's economic outlook. He made himself look ridiculous by losing his head completely in dealing with a situation that he obviously doesn't know the first thing about."

Up to the time of the premier's most recent frenzy, Rondou said, the QFL had received no information whatever that the government was confronted by a problem over the participation of 100-odd permanent staff-members in their international union pension fund. "Premier Lesage never brought this matter up before us; he preferred to discuss it with Ontario authorities, when we would have thought he'd be more concerned about the assessments of thousands of federal civil servants who live in Québec."

Québec workers who belong to international unions are completely free to strike when they see fit, and to go back to work when they see fit. No Québec labour leader worthy of the name needs permission from anyone except the membership to settle a strike.



Prime minister LESAGE: "Local officers of international unions are mere pawns who are not allowed to settle a strike in Québec without getting the O.K. of their bosses in the USA over the phone..."

#### Don't Turn Out the Light, Mother

When Premier Lesage invoked the possibility of "a general strike" being touched off by attempts to deal with the pensions of full-time union employes, Treasurer Rondou said, "he was probably still having nightmares about a general work stoppage that was threatened last year."

The QFL officer was referring to the emergency meeting called last year, at which the union central received authority to call a general strike because of the battle over controversial Bill 54. The only thing to be said on that subject, Brother Rondou declared, is that the QFL did more to defend the Québec workers than the premier did... "he sought to paralyze their union action by placing them in a judicial straitjacket."

#### Ghosts Frighten Johnny-Boy

As for the Hoffa-Banks spectres, said Brother Rondou, the premier and the leader of the opposition took time to throw scares into themselves.

School wasn't out yet on that date (June 16) and such important political figures should have been concentrating on serious legislative matters instead of playing cowboys and Indians.

Treasurer Rondou pointed out the plain and simple fact that the teamsters' and sea-

forers' unions aren't affiliated with the QFL. And anyway, he said, neither constitutes such a threat to Québec that "grey-haired kids" can work it up into any sort of a challenge for serious-minded people.

The QFL officer figured Mr. Lesage's conduct before the  
(Continued on next page)

### The UDA-Equity Agreement

## QFL: — A Great Victory For All Trade-Unionists

MONTREAL — Québec's Federation of Labour president Louis Laberge views the recent agreement between the Fédération des auteurs et des artistes du Canada and the Actors' Equity as a great victory for all true trade-unionists, plus a triumph of sound judgment over certain silly ideas foreign to trade-unionism.

The agreement, he said, not only establishes peace over the Place des Arts and other Canadian stages, but is a recognition of Canadian trade-unionists' right to self-government and of their collective freedom of choice between a national union and an international union which seems at last ready to integrate itself into our society. What's more, the pact recognizes the jurisdiction of Canadian unions determined to exercise it in their milieu.

#### A Real Piece of Team Work

The QFL president has publicly congratulated the Montréal Union des artistes officers, especially brother Pierre Boucher, those of FAAC and their former president, brother Guy Fournier, who, he insisted, had all along the support of our Federation, of the Canadian Labour Congress and of the Montréal Labour Council. The CLC, he recalled, has spent as much energy and money in this fight as in the organizing of many unions.

Brother Laberge has underlined the fact that throughout the negotiations, the UDA was in a position, thanks to its QFL and MLC affiliations, to refuse access to the Expo '67 stages to any actor unwilling to submit to its own rules. This, he said, should be sufficient to reconcile the public with certain labour restrictions which are essential to any democratization of our work places.

#### Provided We Stand Together on Our Feet

According to president Laberge, the happy outcome of this conflict between a Canadian and an American union proves the possibility for Canadian workers to attain their autonomy within international structures. "Provided, he said, we are ready to stand together on our two feet, there is no reason why Canadian and Québec workers shouldn't be able to be masters in their own unions while benefitting from the strength and the resources of international trade-unionism."



Treasurer René RONDOU: "Premier Lesage's statement about international unions and their behavior in strike situations constitute an unsettling delirium..."